

la quantité de blé qu'il produit sur l'étendue de terrain qu'il est autorisé à consacrer à cette culture. Voilà où s'applique la restriction. Le cultivateur a, toutefois, le droit de remettre ce blé au gouvernement, ce qui le libère de la nécessité de rembourser le prêt. Cela répond-il à votre question?

L'hon. M. HAIG: Il peut écouler sur le marché le reste du blé, s'il le désire.

M. McKITTRICK: Oui, ou bien l'utiliser comme fourrage—ce que font bien des gens.

L'hon. M. LAMBERT: Je n'aime pas faire passer M. McKittrick d'un sujet à l'autre. Mais je me demande si le problème relatif à la convertibilité—sujet qu'il a esquissé particulièrement dans ses remarques et qui a donné lieu à des questions—ne pourrait pas être simplifié en proposant que les relations entre les pays-dollars et ceux de la zone sterling soient l'objet de deux conférences mondiales très distinctes: l'une dont le sujet fondamental soit le niveau de vie élevé et l'autre, le bas niveau de vie. N'est-ce pas là un sujet d'actualité? Y a-t-il une véritable solution à ce problème, autre que de mettre ces pays en regard les uns des autres et de comparer leurs échelles de valeurs et leur niveau de vie, exprimés en fonction des échanges commerciaux plutôt qu'en fonction de leur monnaie?

M. McKITTRICK: La meilleure opinion que je puisse obtenir de gens qui habitent l'Europe et qui, naturellement, connaissent à fond ces questions mieux que moi,—car je ne suis pas dans une banque centrale de l'Europe et je ne surveille pas la situation et ne pourrais le faire aussi attentivement que ces autorités bancaires—c'est que le retour à la convertibilité des devises pourrait se réaliser promptement, pourvu qu'on dispose de quelque ressource importante à laquelle on puisse avoir recours en cas de circonstances imprévues. Nous ne pouvons pas nous soustraire aux événements imprévus. C'est pourquoi je ne crois pas qu'il existe une tendance bien sérieuse à diviser le monde en deux parties: zone dollar et zone sterling. Il y a des gens qui préconisent cette idée, comme je l'ai dit, mais je ne crois pas qu'elle ait l'appui des gouvernements, à qui revient de prendre de telles décisions.

L'hon. M. TURGEON: Je désire poser une question concernant la convertibilité. Vous avez parlé tantôt de deux faits connexes, à mon sens. L'un est l'échec qu'on fait à la convertibilité pour quelques années, au moins; l'autre est la révision de l'AGCT, qui aura lieu en octobre. Si l'on fait échec au rétablissement de la convertibilité des devises, il n'y a guère de chance de remédier au déséquilibre de la balance des paiements. Y a-t-il une possibilité de perfectionner le fonctionnement de l'AGCT à la réunion d'octobre, si l'obstacle dressé persiste après la tenue de cette séance et si l'on a peu d'espoir de rétablir l'équilibre de la balance des paiements?

M. McKITTRICK: J'ignore jusqu'à quel point sont liés ces deux faits, en réalité. La situation s'améliorera d'autant plus dans le monde que nous réaliserons de progrès dans l'une et l'autre direction, mais je ne suis pas prêt à dire, toutefois, sans y avoir profondément réfléchi, que l'on doit travailler concurremment à la réalisation de ces deux projets.

L'hon. M. CRERAR: Je désire obtenir l'avis de M. McKittrick sur ce point. Les politiques commerciales n'entravent-elles pas dans une grande mesure le retour à la convertibilité? Supposons,—ce qui est peut-être une grande hypothèse,—que le Congrès américain, mette à exécution les recommandations de la Commission Randall, au cours de la présente session. Le Trésor serait-il alors plus disposé, dans ces conditions, à établir un Fonds de réserve en prévision des dangers imprévus qui pourraient survenir advenant le rétablissement de la convertibilité des devises?